

Le projet de budget de la Défense 2018 ou l'avancée de la militarisation continue

De nouveau, le budget du Ministère de la Défense est en augmentation : +1,77 % du PIB en 2017 et une prévision de 1,82 % du PIB pour 2018 (34,2 Md€ {Milliards d'euro}). L'objectif reste, suivant l'ukase de l'OTAN et des USA, 2 % du PIB au plus tard en 2025, soit 50 Md€. Mais des déclarations pourraient laisser penser que le gouvernement irait largement au-delà. Ces budgets sont donnés hors pensions, dont le montant avoisine 8,13 Md€ (0,43 % du PIB quand même !) La dissuasion augmente de 4,5 % (176 M€). Nous devrions assister à un quasi doublement des dépenses liées à l'arme nucléaire dans les 4 à 5 ans qui viennent.

Les OPEX au Levant et au Sahel sont maintenues : un crédit de 3,9 M€ (millions d'euro) est proposé pour l'entretien du matériel. Des forces françaises vont être pré-positionnées en Estonie et en Lituanie.

Le montant de la provision de dépenses liées aux OPEX est portée de 450M€ à 650 M€ mais nous savons hélas que ces provisions sont toujours en dessous des dépenses réelles.

Autre priorité, le renseignement et la cyberdéfense avec l'embauche de 400 personnes et la création d'un Commandement de la Cyberdéfense (8000 personnes en 2019).

Le budget de la mission « Recherche et Enseignement supérieur » est proposé à 0,18 M€.

Les dépenses de fonctionnement stagnent, le budget des équipements décolle fortement. Mais des « efforts » vont être faits pour faciliter la vie des militaires en France (dont l'opération Sentinelle) et dans les OPEX. Compte tenu du turn-over des nouvelles recrues et des campagnes de recrutement en cours, cela était devenu nécessaire. L'armée se met au « bio » sur ses 275000 ha de terrains. On n'évoque évidemment pas la pollution des munitions, chars, avions, et autres engins.

Une nouvelle Loi de Programmation Militaire pour les années 2019 à 2025 est annoncée pour le premier semestre 2018.

Mais pour donner l'orientation de cette nouvelle LPM et marquer son empreinte vers plus de militarisme, le Président de la République a demandé à la Ministre des Armées et sous son autorité, une « Revue stratégique de Défense et de Sécurité nationale ». Elle a été conduite par un comité de rédaction composé de 18 membres, représentants des institutions civiles et militaires et de personnalités qualifiées notamment issues de la société civile. Dommage que le Mouvement de la Paix n'ait pas été sollicité pour y donner son avis. Cette Revue stratégique se veut un complément du Livre Blanc de la Défense de 2013 et donne les grands axes de la politique que veut mener l'actuel Président. On y observe l'accentuation de la militarisation de la société, au nom des menaces et risques identifiés en 2013 mais considérés comme en augmentation depuis, selon les auteurs de cette Revue. Même les dérèglements climatiques sont évoqués pour justifier cette politique alors que les rapports du GIEC sont plus prudents. De multiples crises sont évoquées dans le monde sans que soit mentionné que notre pays et ses alliés, notamment de l'OTAN, ont une responsabilité écrasante dans leur survenue.

La réponse proposée dans cette Revue stratégique est nationale mais aussi liée à l'Union européenne au sein de l'OTAN. Il est demandé qu'au début de la prochaine décennie, d'ici à 2 ans environ, une culture stratégique partagée entre européens émerge, dans le droit fil du discours d'E. Macron à la Sorbonne, avec une Initiative européenne d'intervention (IEI). Il s'agit aussi de parer au risque de décrochage européen.

Yves-Jean Gallas

<http://www.defense.gouv.fr/dgris/la-dgris/evenements/revue-strategique-de-defense-et-de-securite-nationale-2017>

<http://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/projet-de-loi-de-finances-2018>